



# L'avancée stratégique de la Chine en Afrique centrale.

Guerre Hybride. Le pivot à venir de l'Ouganda pourrait être miné. (2/2)

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 23 janvier 2017

[Oriental Review](#) 30 décembre 2016

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Économie](#), [Histoire et Géopolitique](#)

## Le « choc des civilisations »

La société ougandaise est très cosmopolite, [composée](#) d'un large éventail de groupes ethnico-tribaux et d'identités régionales. Ces facteurs sont plus pertinents lorsque l'on discute du deuxième scénario du fédéralisme identitaire (« *Royaume* »), mais il est important de noter que le pays est composé d'environ 84% de chrétiens et de 12% de musulmans. En soi, cet indicateur n'a pas de sens si on pronostique un « *choc des civilisations* », mais après avoir étudié l'histoire récente du pays et fait la lumière sur deux des plus célèbres groupes « *rebelles* » / terroristes qui luttent contre le gouvernement, il existe un potentiel pour les acteurs étrangers d'exploiter ces insurgés dans la promotion de ce genre de résultat.

## L'Armée de résistance du Seigneur (LRA)

La [LRA](#) a été mentionnée à plusieurs reprises dans la recherche en parlant de Joseph Kony, son dirigeant renégat qui se cachait quelque part dans la région frontalière entre la RDC, la RCA, le Soudan du Sud et l'Ouganda, et dont la capture était l'objectif de deux interventions internationales distinctes de Kampala. Pour parler un peu plus de ce groupe, c'est en fait une organisation terroriste [fondamentaliste](#) « [chrétienne](#) » qui veut introduire une interprétation stricte des Dix Commandements comme loi du pays. La LRA fonctionne depuis les dernières années de la Guerre froide, bien que son influence ait diminué tout au long des dernières décennies.

## POUSSÉ DEHORS MAIS RETOUR PAR LA FENÊTRE?

Poussé hors de l'Ouganda au début des années 2000, elle opère principalement à l'étranger en RDC, où elle perpètre à l'occasion des tueries brutales contre des civils locaux ce qui, de temps à autre, leur vaut à juste titre une dure condamnation mondiale. C'est précisément à cause des crimes de guerre très médiatisés qu'elle a commis à plusieurs reprises, que la LRA a été exploitée par les autorités ougandaises et américaines pour « *légitimer* » leurs interventions étrangères dans la région, dont le fondement stratégique a été discuté dans la dernière section. De nos jours, il y a un large consensus sur le fait que la LRA a plus une présence fantôme que réelle, ayant été dévastée par des pertes et des défections militaires, de sorte qu'elle ne compte plus que [400 hommes](#).

Même avec son faible nombre de recrues, la LRA parvient toujours à faire parler d'elle de

temps en temps à cause de l'audace de ses attaques contre les civils, comme l'enlèvement de [29 personnes](#) en RCA à la mi-juin. L'Ouganda ayant retiré toutes ses troupes de la RCA à la fin de l'année, les médias étrangers disent déjà que la LRA est en train de « [se relever](#) », ce qui peut être interprété de deux manières. La première analyse représente l'approche « *conventionnelle* » et « *dominante* » du sujet, à savoir que les forces ougandaises commettent une énorme erreur en se retirant précisément au moment où la LRA est en train de reprendre ses attaques, la conclusion étant que la situation va [nettement se dégrader](#) une fois que les troupes auront été retirées.

## **SOUTIEN CACHÉ**

En conséquence, ces indices médiatiques suggèrent que la LRA pourrait être en plein essor et pourrait revenir en tant que force à prendre en compte, mais cela ne tient pas compte du fait que son [patron soudanais historique](#) n'est plus en très forte opposition avec l'Ouganda et que le groupe est incapable d'exercer une influence militaire importante sans un soutien externe. Le Soudan et l'Ouganda ont [finalement résolu leurs différends](#) dans le sillage de l'indépendance du Sud-Soudan et se sont montrés prêts à entrer dans une [nouvelle ère](#) de relations, qui a été vue de façon plus symbolique par Museveni, [snobant le CPI](#) en invitant le président soudanais [el-Bechir](#) à Kampala pour son investiture en mai. Il est donc improbable de croire que Khartoum renverserait brutalement sa politique et abandonnerait ce nouveau partenariat d'État en faveur d'une poignée d'insurgés en bout de course, ce qui indique fortement qu'un autre soutien étranger aurait pu prendre la LRA sous son aile. Cela amène à l'analyse alternative sur les raisons pour lesquelles le groupe est soudainement retourné sous les projecteurs.

## **MOTIFS SOURNOIS**

Compte tenu des fortes variations dans les relations américaines avec l'Ouganda, et rappelant qu'elles sont actuellement à leur point le plus bas depuis que Museveni est entré en fonction il y a trois décennies, il est intéressant de considérer les intérêts stratégiques des États-Unis à utiliser directement ou indirectement la LRA comme instrument de pression contre Museveni, pour le pousser à promouvoir des concessions politiques nationales et / ou internationales (« *démocratie* », relâcher les restrictions sur les ONG, réduire l'influence chinoise, etc.) ou à déstabiliser suffisamment l'Ouganda jusqu'au point où il puisse être détruit par une guerre hybride ou un coup militaire. Si cela lui semble trop « *conspirateur* » pour être vrai, le lecteur ferait bien de se rappeler comment les États-Unis [collaborent](#) maintenant avec les « *anciens gardes du corps* » de Kony, ce qui n'est peut-être qu'un leurre pour coopérer ouvertement avec le groupe. Dans un sens plus large, ce que les États-Unis pourraient faire avec la LRA ne serait pas très différent de ce qu'ils font avec Daesh, qui est exploité à des fins de guerre par procuration similaires contre le président syrien Assad. Les États-Unis s'efforcent néanmoins de la diriger vers des domaines d'intérêt commun (par exemple, générer des troubles dans la République arabe syrienne qui pourraient être utilisés pour promouvoir des concessions ou des changements de régime à l'encontre du gouvernement) et des « [largages accidentels](#) » d'armes et d'autres fournitures de temps en temps.

Même si les États-Unis ont réitéré [publiquement](#) leur engagement à détruire la LRA, il en est de même en ce qui concerne Daesh, mais cela ne veut pas dire qu'ils étaient sincères dans l'une ou l'autre de ces situations et qu'ils ne cherchent pas à les utiliser pour leurs propres fins avant de les détruire plus tard. L'intérêt stratégique américain pour une résurgence de

la LRA est qu'elle pourrait forcer Museveni à repenser sa décision antérieure de retirer les forces ougandaises et ainsi le garder distrait par des événements extérieurs, précisément au moment où Washington travaille à générer des troubles intérieurs contre son gouvernement. De plus, même si Museveni poursuit son engagement de retrait, l'éventuelle recrudescence des nouvelles attaques de la LRA à l'est de la RCA vers le nord-est de la RDC pourrait bientôt recréer les circonstances de la fin de 2008, où l'Ouganda a été poussé à entreprendre une intervention transfrontalière. Cela permettrait également de garder des troupes à l'étranger, c'est-à-dire de diviser l'attention de Museveni entre crises internationales et intérieures, dans l'espoir que la pression de la situation le conduise aux concessions politiques attendues.

## **LES CONFLITS ENTRE CHRÉTIENS ET MUSULMANS**

Le plus pertinent modèle de « *Choc des civilisations* » dont l'auteur suggère que la mise en place pourrait intéresser les États-Unis, ce sont les attaques terroristes transfrontalières de la LRA au nord-est de la RDC contre l'Ouganda. Elles pourraient inciter à la panique à l'intérieur de l'État ciblé et générer de grandes quantités de réfugiés, qui pourraient ensuite être transformés en [armes de migration massive](#) pour nuire à la stabilité du gouvernement. Ce serait encore plus inquiétant si la LRA reprenait une place dans sa zone d'opérations traditionnelle dans la sous-région du [Nil occidental](#) et des terres d'[Achoi](#). Ces deux territoires regroupés sous une désignation gouvernementale officielle plus large de [Région du Nord](#), sont à [proximité immédiate](#) de gisements pétroliers nouvellement découverts par l'Ouganda. La séparation identitaire que cette partie du pays présente, par rapport à ses homologues les plus influents et les plus peuplés du sud, sera examinée dans l'étude de scénario final sur le fédéralisme identitaire (« *Royaume* »), mais ce qui est essentiel à comprendre à l'heure actuelle, c'est qu'il s'agit d'une zone où prédomine déjà un sentiment anti-gouvernemental, qui pourrait par conséquent se décider une fois de plus à se lever contre l'État, si les locaux ont l'impression que la LRA avance aux dépens de l'armée.

Bien qu'il soit impossible de spéculer avec précision sur la suite des événements, on peut généralement prédire que la population globale de l'Ouganda n'est pas en faveur d'une vie sous une dictature chrétienne fondamentaliste et se dresserait contre la LRA si elle approchait de Kampala. En outre, malgré [l'alliance](#) de la LRA avec les FDA islamistes, les visions totalement opposées que chacun de ces groupes pose sur un Ouganda post-Museveni indiquent vraisemblablement qu'ils se tomberaient dessus presque immédiatement après le renversement du gouvernement, menant à une guerre sectaire sur le même modèle que celle provoquée par l'Amérique en RCA après la chute de [Bozizé](#). Par conséquent, il est très probable que la LRA ne soit pas considérée par les États-Unis comme un instrument de changement de régime et de remplacement subséquent contre Museveni, mais plutôt comme un outil semi-contrôlable et comparativement facilement influençable sur le terrain, pour agiter les troubles autour de la RDC et de l'Ouganda et à l'intérieur du pays lui-même. Cette évaluation pourrait évidemment changer s'il s'avérait que les États-Unis ont pris la décision plus néfaste de plonger le pays dans les abîmes du conflit identitaire destructeur, comme moyen ultime de saboter la Route africaine trans-océanique chinoise du Nord.

### **Les «Forces démocratiques alliées» (FDA)**

L'autre « *perturbateur de civilisation* » potentiel qui sera examiné dans la recherche sont les [FDA](#), un groupe [islamiste anti-gouvernemental terroriste](#) entretenant peut-être des liens à la fois avec al-Qaïda et [Al Shabaab](#). Maintenant basé en RDC et dont on pense qu'il est

actuellement composé de plus de citoyens de ce pays que du voisin, elles ont commencé en Ouganda comme une force insurgée soutenue par le Soudan contre Museveni, avant d'être poussée à travers la frontière pour se retrancher dans le coin nord incontrôlé de la RDC. Les FAD sont en RDC depuis très longtemps, et ont plongé des racines si profondes, en termes d'influence communale et de base de recrues, qu'elles sont [actuellement considérées](#) autant comme congolaises qu'ougandaises. En fait, la quantité de recrues locales qu'elle a rassemblées suggère qu'elle a dilué l'influence islamiste dont son fondateur [Jamil Mukulu](#) avait cherché à l'imbiber. En outre, son cerveau a été [appréhendé](#) en Tanzanie l'année dernière et extradé en Ouganda, portant ainsi un coup sévère à l'organisation en sapant sa direction.

## REVERS ET SUCCÈS

En outre, bien que l'on ignore si le Soudan a totalement coupé ses liens avec le groupe dans le cadre de sa détente avec l'Ouganda, on peut raisonnablement en déduire que même si certains contacts secrets de niveau inférieur demeurent, Khartoum devrait veiller à ce que les efforts du groupe ne soient pas dirigés contre les nouveaux partenaires du Soudan à Kampala. Néanmoins, les FDA sont curieusement peu influencés par tous leurs récents revers, poursuivant des [attaques](#) à la [machette](#) et d'autres actes de terrorisme tels que la [crucifixion de civils](#). Tout comme avec la LRA, il semble qu'un autre bailleur de fonds étranger ait rejoint le groupe et remplace le soutien précédent que le Soudan ne fournit plus, soulevant à nouveau la question légitime de savoir si ce sont les États-Unis ou non.

La seule preuve directe de soutien extérieur non soudanais aux FDA qui pourrait être obtenue est circonstancielle, mais cela concerne des habitants congolais du nord-est accusant des troupes de l'ONU, qui seraient des renégats de l'armée tanzanienne, de « [lâcher](#) » des [fournitures](#) aux insurgés, au nom de quoi les militaires de la RDC les ont attaqués dans un engagement qui a suscité une controverse internationale. Bien que cela n'implique pas nécessairement les États-Unis d'une manière convaincante, le même raisonnement stratégique expliqué précédemment à propos de la LRA est également vrai pour les FDA. À savoir que la présence réactivée du groupe et les offensives actives pourraient servir d'agents de chaos géo-stratégiquement commodes, dans l'idée de bouleverser encore plus l'état régional déjà fragile et distraire l'attention de Museveni loin des difficultés intérieures éventuellement à venir. Dans un autre alignement clair avec la stratégie potentielle des États-Unis envers la LRA, les attaques transfrontalières des FAD contre l'État ougandais pourraient soit provoquer une autre intervention internationale en RDC, soit compromettre sérieusement la stabilité des zones frontalières intérieures, comme la [région agitée](#) de Rwenzururu, qui pourrait servir de catalyseur pour une nouvelle tension autour du fédéralisme identitaire.

## LE MODÈLE D'ATTAQUE

On voit maintenant apparaître un schéma structurel, dans lequel la LRA et les FAD (toutes deux alliées) ont l'occasion unique de déstabiliser différentes parties de l'Ouganda avec leurs activités transfrontalières. La LRA a une certaine implantation locale dans la région du Nord (en particulier dans la sous-région du Nil occidental et en « *terre acholi* »), alors que les FAD sont susceptibles d'être opérationnelles dans la région occidentale (en particulier près du Rwenzururu). Ce qui est intéressant, c'est que même si les incursions de la LRA dans la région du Nord sont principalement dues à une identité et à des perspectives religieuses partagées, les FDA dans la région de l'Ouest sont largement plus opportunistes

et n'ont rien à voir avec ses objectifs islamistes. En fait, les 12% de musulmans qui habitent l'Ouganda vivent le plus souvent dans la région de l'Est et aussi loin que possible de toute zone potentielle d'hostilités le long de la frontière de la RDC, tout comme avec une éventuelle offensive de la LRA dans la Région Nord. De même, une offensive des FDA dans la région de l'Ouest (qu'elle soit organisée unilatéralement ou conjointement avec la LRA dans le nord) pourrait instantanément inspirer la panique et produire des armes de migration de masse internes.

Dans une mesure encore plus prononcée que dans le cas de la LRA chrétienne fondamentaliste, la perception (pas nécessairement la réalité) d'une avancée des FDA fondamentalistes musulmanes pourrait provoquer un « *conflit civilisationnel* » en incitant les groupes chrétiens effrayés à prendre les armes contre les supposés envahisseurs ou à « *exercer des représailles* » contre la communauté musulmane censément « *peu digne de confiance* », comme ce qui s'est passé avec la milice « [anti-Balaka](#) » chrétienne en RCA après l'avancement de la Seleka musulmane. Ce n'est pas du tout l'intention de l'auteur de suggérer que cela se produise – pas du tout –, mais simplement que lorsqu'on examine le modèle de conflit régional au cours des deux dernières décennies, il suffit parfois d'une étincelle soigneusement dirigée, pour que les relations civiles d'une société se défassent, enflammées par une haine identitaire.

#### «**CONTRÔLE DES NARRATIVES**» ET SÉCURITÉ FRONTALIÈRE

L'avance perçue des insurgés fondamentalistes musulmans (peut-être même main dans la main avec les chrétiens extrémistes de la LRA) pourrait être le déclencheur d'une chaîne d'événements destructeurs. C'est pourquoi il est absolument essentiel pour les autorités d'exercer un « *contrôle des narratives* » (restrictions sur les médias conventionnels et sociaux) de pair avec les prouesses militaires pour se protéger contre ce scénario. Pour ajouter à cela, les dangers transfrontaliers que la LRA et des FDA enkystées en RDC posent à l'Ouganda ajoutent une urgence supplémentaire à la nécessité de [sécuriser la frontière commune](#) et de prévenir l'infiltration terroriste. Ironiquement, la RDC a mis en place le même type de configuration pour ses activités anti-ougandaises que l'Ouganda l'a fait vis-à-vis de la RDC pendant la Première et la Seconde Guerre du Congo, représentant ainsi la menace externe la plus pressante pour la sécurité du pays. La seule force militaire s'est à plusieurs reprises révélée insuffisante pour résoudre ses conflits.

#### **D'une République unitaire à une fédération de royaumes?**

En admettant que les plus grands risques externes pour la sécurité de l'Ouganda proviennent de la LRA et des FDA basées en RDC, il est temps de se tourner vers le front intérieur du pays pour analyser comment certaines tendances pourraient être armées contre l'État. Outre le sentiment anti-gouvernemental qui a déjà été discuté dans le contexte de la technologie de révolution de couleur, le principal problème qui pourrait servir à déstabiliser l'Ouganda est l'exploitation du mouvement visant le fédéralisme par les agences de renseignement étrangères, principalement la CIA dans ce cas. Pour arriver au point où tout cela a du sens pour un observateur non initié, il est approprié de commencer par décrire la situation actuelle des « *royaumes* » dans le pays et puis d'expliquer comment cela se rapporte au mouvement de fédéralisme identitaire.

#### **Les Royaumes**

La [Constitution de l'Ouganda de 1995](#) reconnaît la présence d'institutions culturelles



traditionnelles à l'intérieur du pays qui, en pratique, ont été appelées « *Royaumes* » et un [amendement de 2005](#) clarifie le rôle de leurs dirigeants. L'auteur utilise délibérément le mot royaume avec des guillemets pour signifier que ce n'est pas nécessairement le type de monarchie à laquelle un étranger ignorant pourrait penser, mais plutôt plus une institution symbolique apolitique qu'un élément tangible de l'État. Pourtant, les « *Royaumes* » ont une délimitation territoriale spécifique qui pourrait être la base de futures frontières fédérales entre les différentes entités, mais il faut souligner que tout le nord de l'Ouganda et une partie de l'est de l'Ouganda sont hors de cette institution.

✘ La carte ci-contre ne désigne pas les frontières du Royaume de Rwenzururu dans la partie occidentale du Royaume de Toro, car cette entité a été récemment créée en 2008 et reste controversée à ce jour. En outre, la mention de « *terre acholi* » ne devrait pas signifier qu'il s'agit d'un royaume distinct, mais plutôt d'un secteur qui, selon certains locaux, devrait avoir son propre statut historique et culturel au même titre que les royaumes reconnus. C'est à partir de cette région du pays que Kony et sa LRA ont essaimé à l'origine, et ils ont initialement reçu un soutien communal en raison de leur plaidoyer pour un « *nationalisme acholi* », qui a été combattu par Museveni dans les années suivant immédiatement son arrivée au pouvoir. L'affaire Acholi est en fait plus complexe qu'il n'y paraît, même si la présente recherche n'a pas l'intention de plonger plus profondément dans ce sujet. Néanmoins, il est important que les chercheurs intéressés soient conscients qu'il y a en fait beaucoup plus à dire à ce sujet que ce qui est décrit dans ce texte, au cas où ils souhaiteraient mener leurs propres recherches.

### **Les déclencheurs nord-sud et intra-régional**

Pour rester pertinent sur le thème des guerres hybrides et explorer comment le fédéralisme identitaire (« *Royaume* ») s'inscrit dans ce stratagème, on peut souligner que l'Ouganda pourrait être globalement catégorisé en deux moitiés, selon les critères de « *Royaume* » (si on met à part le minuscule massif du sud-ouest du pays qui n'a pas son royaume). Il existe en effet une abondance de différences sociopolitiques, au sein de chacune de ces moitiés, qui prouvent qu'elles sont loin d'être un bloc uniforme, mais dans le cadre de l'enquête sur les scénarios, cela vaut la peine de considérer structurellement le pays à travers cette perspective simplifiée. La valeur de cet exercice est de démontrer comment le pays pourrait être divisé en deux catégories politiques distinctes, qui coïncident pour s'aligner soigneusement le long d'un axe géographique nord-sud. Cela peut être ou non pertinent, en fonction de la manière dont le scénario de la fédéralisation se développe, mais il est toujours adéquat pour les politologues qui pourraient trouver ce chevauchement curieux et pourraient être inspirés à l'étudier davantage.

Un fait intrigant qu'ils pourraient découvrir est que l'Ouganda a été gouverné exclusivement par des gens du nord dans la période post-indépendance avant que Museveni n'arrive au pouvoir, avec les anciens présidents Obote et Amin qui étaient de cette partie du pays. De même, on pourrait extrapoler que les habitants du Nord ont présidé l'État pendant 24 ans, tandis que le seul sudiste à avoir détenu le pouvoir jusqu'à présent est en poste depuis 30 ans. La conclusion qu'on peut en tirer est que le sud a été plus en poste que le nord en façonnant plus de la moitié de l'histoire post-indépendance de l'Ouganda, un fait qui pourrait être employé par des groupes d'intérêt connexes pour expliquer les origines de leurs griefs régionaux et galvaniser le soutien des habitants du Nord à leur cause.

Nous poursuivons avec quelques analyses supplémentaires sur chacune de ces moitiés géopolitiques séparées (presque) nettement, analyses qui tiennent déjà compte de la

diversité hétérogène de l'identité à l'intérieur de chacune d'elles. Ce qui est particulièrement remarquable, ce sont les principaux points déclencheurs de conflit que chacun d'eux « possèdent ». Le « [pays Acholi](#) » dans le Nord et le [Rwenzururu](#) dans le Sud sont tous deux sensibles à l'influence externe de tentatives de déstabilisation par l'intermédiaire de la LRA et des FDA, respectivement, pour ne rien dire des problèmes préexistants qui pourraient « *organiquement* » déclencher des troubles. En ce qui concerne le déclenchement du Nord, cela pourrait prendre la forme d'une guerre ethnico-tribale contre l'État, tout comme précédemment, tandis que le Sud pourrait voir les partisans de Rwenzururu s'opposer à ceux de Toro, qui croient que les premiers sont injustement séparés de ces derniers et n'ont aucun droit historique à exister. Ce conflit particulier pourrait avoir des conséquences plus déstabilisantes que celui de l'Acholi, surtout en raison de son potentiel à transformer certaines frontières historico-culturelles des « royaumes » en frontières politico-militaires. À commencer par celui du Toro-Rwenzururu, qui pourrait peut-être déclencher une réaction en chaîne immédiate de type « *dilemme de sécurité* » dans les autres Royaumes, qui à leur tour mèneraient à une crise inattendue entre le gouvernement central et ces institutions traditionnelles.

### **Hésitations du [Buganda](#) contre la centralisation et de la périphérie contre le Buganda**

De toutes les formations territoriales en Ouganda, qu'elles soient officielles et politiques comme les régions ou officieuses et historico-traditionnelles comme les « *Royaumes* », l'entité la plus influente en dehors du gouvernement central est le « *Royaume* » de Buganda. Cette partie du pays abrite une grande partie de la population, mais surtout, elle contient également la capitale, Kampala, avec une forte part de l'économie du pays, ce qui lui confère un prestige important dans le cadre national. Cela n'a pas été perdu de vue par ses représentants, qui revendiquent de temps à autre que leur unité informelle [ait plus](#) de droits politiques et administratifs. Ils se souviennent de la brève période post-indépendance de 1962-1967, quand l'Ouganda était un gouvernement fédéral, période pendant laquelle ces unités respectives avaient une autonomie considérable.

C'est cet « *âge d'or* » de l'autodétermination, que les partisans fédéraux de Buganda voudraient voir revenir, sentant qu'ils pourraient mieux gérer leurs affaires régionales sans l'ingérence du gouvernement central, qui, selon certains, siphonne les ressources du territoire afin de les redistribuer aux régions périphériques. Si on cherche une comparaison historique avec d'autres entités sous-étatiques positionnées de façon similaire, Buganda ressemblait plus à la République socialiste fédérative soviétique (RSFSR), en comparaison, avec d'autres entités sub-étatiques disposées de la même façon, si on considère les attitudes qui viennent d'être décrites et qui rappellent celles qui étaient partagées par les Russes pendant la période soviétique. L'auteur ne veut pas dire que cela signifie nécessairement que la République de l'Ouganda est dans les derniers jours de son existence, mais qu'il existe des similitudes indéniables entre la quête d'autonomie / fédération de Buganda et la configuration de la RSFSR pour plus de souveraineté, au-delà des privilèges fédéraux existants qu'elle a déjà. C'est le même destin qui a finalement vu la RSFSR poursuivre son indépendance après la chute de l'URSS. Ce destin pourrait aussi se [répéter](#) avec l'Ouganda, si Buganda tente quelque chose de semblable.

De la même manière, tout comme l'élite bugandaise et ses partisans reconnaissent la présence officieuse de leur « *Royaume* » dans les affaires nationales et le rôle qu'elle peut exercer sur l'ensemble du pays, le reste de la population en est conscient. Même si le sentiment de fédéralisation n'est pas aussi fort dans d'autres parties du pays que dans le Royaume de Buganda, on ne peut pas l'ignorer aveuglément. Une certaine attractivité

démagogique pourrait être exploitée, en préconisant que les régions périphériques s'unissent ensemble contre Buganda, comme mesure d'équilibre, bien qu'il soit hautement improbable que cette idée rassemble beaucoup de régions, à moins que des mesures tangibles pro-fédération ne soient prises par le royaume du Buganda d'abord. Quoi qu'il en soit, il est fort probable que des avancées importantes vers la fédéralisation de part et d'autre (Buganda ou la périphérie, que ce soient les « *Royaumes* » ou tout le pays) créeraient un « *dilemme fédéral de sécurité* », faisant en sorte que chaque côté se précipite pour défendre ses propres intérêts au milieu de ce qu'ils croient être un jeu à somme nulle de réforme intérieure aux frais des autres.

### **Les calculs de Museveni pour reconnaître les « *Royaumes* »**

Les conclusions qui sont faites jusqu'ici dans la recherche indiquent que les « *Royaumes* » pourraient servir de déclencheur pour la fédéralisation de l'État et éventuellement sa dissolution, ce qui soulève la question de savoir pourquoi Museveni a permis au gouvernement de reconnaître légalement leur existence en premier lieu. Pour conjecturer stratégiquement ce que cela pourrait être, et en laissant de côté l'explication possible qu'il s'agissait d'un « *oubli imprévu* » et / ou d'une « *erreur* » flagrante, il est possible que le président ait pensé qu'il maîtrisait magistralement certaines des périphériques anti-Buganda et les sentiments pro-fédéraux bugandais par une décentralisation symbolique.

Ces deux prétendus impératifs sont en fait contradictoires avec le désir de Museveni de centraliser solidement l'état sous son contrôle et aussi d'être accusés par certains de ses adversaires de soutenir le « *tribalisme* », utilisant ce mouvement constitutionnel pour manipuler de manière machiavélique une structure de division et de domination. Cela s'opposerait aussi à ses [avertissements](#) contre les dangers du « *tribalisme* ».

C'est le séparatisme identitaire tel qu'il est pratiqué par les affiliations tribales / « *Royaumes* » et non la consolidation patriotique et inclusive des Ougandais qui menacent doublement la règle de Museveni et risquent de sacrifier l'intégrité territoriale du pays. Le soutien de Museveni à la reconnaissance des « *Royaumes* » par la constitution de 1995 peut être analysé comme un geste proactif astucieux, conçu pour apaiser les partisans des politiques anti-bugandaises et pro-fédérales avant que leurs revendications ne deviennent incontrôlables et que les démagogues ne commencent à mettre l'opinion publique de leur côté, ce qui aurait pu facilement être manipulé afin d'inciter leurs partisans à mener des activités anti-gouvernementales violentes.

### **Les intérêts étrangers dans un Ouganda fédéral**

En principe, il n'y a rien d'intrinsèquement mauvais à une décentralisation stratégique ou à une dévolution des pouvoirs qui vise à rendre l'État plus efficace, tant que la majorité des citoyens l'accepte et qu'il s'agit d'un processus entièrement national, exempt d'influence étrangère. Une fois qu'un État extérieur s'intéresse à ce processus et commence à le faire progresser au sein du pays visé, il est très probable que la réforme politique envisagée, du régime unitaire au régime semi-fédéral, rencontrerait une résistance interne sérieuse, face à l'intention de l'acteur extérieur d'utiliser la polarisation politique sur cette question pour provoquer un conflit civil. Même dans des situations théoriquement « *pures* », où tout le processus est lié à l'État examiné, le mouvement de décentralisation ou de dévolution du pays pourrait produire un vif coup de fouet sur l'opposition, surtout si elle est perçue comme sacrifiant la majorité (souvent géographiquement centrale) et / ou des avantages politiques pour le bien de la minorité (typiquement périphérique).



La fédération implique habituellement beaucoup plus que la simple redistribution politico-économique, car elle pourrait aussi conduire à la création de forces militaires distinctes au sein de chaque mini-état nouvellement fédéré. Dans l'affaire ougandaise, on peut imaginer que les promoteurs interprètent cette politique de façon perceptive ou normative, mais l'effet proportionnel serait de casser l'État ougandais selon des lignes identitaires, d'affaiblir la force composite de l'ancien régime unitaire (surtout en termes militaires), et de rendre toutes les entités sub-étatiques en résultant, dangereusement vulnérables aux intrigues étrangères visant à diviser pour régner, pour ne rien dire de l'effet que cela aurait dans la provocation de processus identiques à travers toute la région. Tout comme les États-Unis ont cherché à transformer géo-stratégiquement l'ensemble de la région Afrique du Nord-Moyen-Orient à travers les révolutions de couleur du « *printemps arabe* », ils pourraient aussi avoir un plan pour faire quelque chose de structurellement comparable en Afrique centrale, avec le [fédéralisme identitaire](#) pour prolonger leur hégémonie unipolaire.

## Réflexions finales

L'Ouganda a le potentiel passionnant de relier les plans entreprenants de la Chine pour la conduite d'une route intermodale trans-océanique africaine Nord, qui relierait les océans Indien et Atlantique et serait le point culminant de la politique *One Belt One Road* de Pékin sur ce continent. Pour cette raison, les États-Unis ont un intérêt stratégique à approfondir leur influence sur l'Ouganda afin de perturber, de contrôler ou d'influencer ce méga-projet multipolaire. Cependant, le Président Museveni se comporte de façon tout à fait indépendante ces derniers temps et semble réticent à laisser son pays retourner dans le monde unipolaire. Ses relations diplomatiques avec la Russie et la Chine s'opposent radicalement au reproche mordant de la CPI contrôlée par les États-Unis et à d'autres piliers du Consensus mondial de Washington, ce qui indique que le leader depuis des décennies pourrait être sérieux et faire pivoter définitivement l'Ouganda de ses positions géopolitiques traditionnelles en rééquilibrant les relations de son pays avec les États multipolaires en lieu et place.

Après une série d'interventions militaires régionales suite à des contentieux, toutes, autres que celles du Soudan du Sud, ayant échoué à établir une sphère d'influence durable pour l'Ouganda (et, par extension, pour son « *partenaire* » américain), le pays est maintenant sur le point de retirer la quasi-totalité de ses forces militaires déployées à l'étranger. Bien que cela puisse être dû à des considérations apolitiques, on ne peut toujours pas ignorer aveuglément que le moment de ce mouvement est en quelque sorte lié au déplacement décisif de l'Ouganda vers le monde multipolaire et à sa stratégie proactive de défense pour contrer toute intrigue américaine punitive qui pourrait en résulter. Kampala pourrait calculer que les forces de défense populaires ougandaises sont mieux adaptées à la défense de la patrie contre les attaques d'infiltrations transfrontalières de la LRA et des FAD, si elles se concentrent davantage sur la sécurité à la frontière intérieure plutôt que sur leurs homologues extérieurs, ce qui pourrait ne pas être suffisant pour arrêter les menaces terroristes voisines.

En toute justice, Museveni, en tant que militaire, est intrinsèquement prédisposé à une trop grande dépendance à l'égard de la force militaire pour faire face à toutes sortes de défis de l'État, mais il semble même que (tardivement) une réflexion stratégique sérieuse soit à l'ordre du jour. Le temps n'est pas nécessairement de son côté, car on s'attend à ce que les États-Unis recourent à toutes sortes de pratiques de déstabilisation, pour tenter d'influencer son pivot pro-multipolaire, en lui demandant de reconsidérer les « *avantages* » du « *partenariat* » américain traditionnel. Qu'il s'agisse de l'exploitation indirecte de groupes

terroristes tels que la LRA et les FDA (de la même façon que les États-Unis le font avec Daesh) ou la mise en germe d'un autre mouvement de type révolution de couleur, il semble bien que les États-Unis trouveront une manière asymétrique de répondre aux progrès stratégiques relatifs de la Chine dans le pays et dans la région dans son ensemble.

Parallèlement à cela, le mouvement ultime que les États-Unis pourraient opérer serait de jeter un soutien total et dissimulé derrière le mouvement de fédéralisation en Ouganda, sachant très bien que son « succès » pourrait facilement déclencher une réaction de destruction en chaîne et une fragmentation de type « balkanisée » de l'Afrique centrale et de l'Est, ce qui la rendrait mûre pour une nouvelle ère de politiques de division et de régulation contre les nouveaux « mini-États tribalisés ».

**Andrew Korybko**

Article original en anglais :



### **[“Color Revolution” in Uganda? China’s Strategic Advance in Central Africa](#)**

Traduit par Hervé, vérifié par Wayan, relu par nadine pour [le Saker Francophone](#)

**Première partie :**



### **[“Révolution de couleur” en Ouganda ?/](#)**

**Andrew Korybko** est un commentateur politique américain qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie « Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime »(2015). Ce texte sera inclus dans son prochain livre sur la théorie de la guerre hybride. Le livre est disponible en PDF gratuitement et à [télécharger ici](#).

La source originale de cet article est [Oriental Review](#)  
Copyright © [Andrew Korybko](#), [Oriental Review](#), 2017

Articles Par : **[Andrew Korybko](#)**

### **A propos :**

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)